

Le regard des Français sur les grands enjeux de l'élection présidentielle : La fiscalité #2

Sondage Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi, Directeur Général Adjoint

Esteban Pratviel, Chef de groupe

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 06 16 97 06 01

prenom.nom@ifop.com

Mars 2017



1 | La méthodologie

Etude réalisée par l'Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 390 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 1 500 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 7 mars 2017.

2 | Les résultats de l'étude

A | Les perceptions et jugements relatifs aux impôts et à la fiscalité

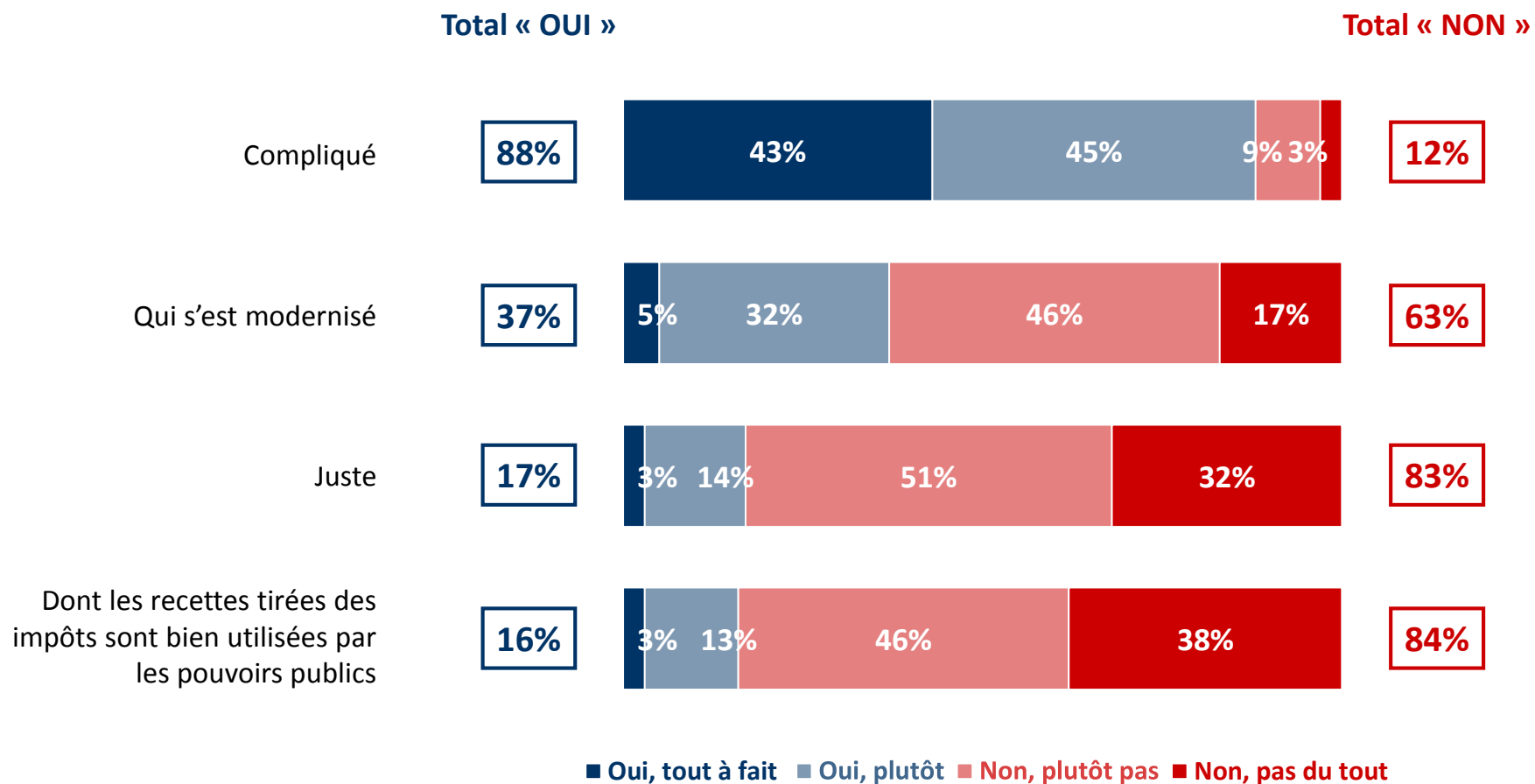
QUESTION : Quand on vous parle des impôts et de la fiscalité, quels sont tous les mots, les sentiments et les images qui vous viennent à l'esprit ? (question ouverte, réponses non suggérées)

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Aujourd'hui en France, diriez-vous, de manière générale, que le système fiscal est un système... ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Selon vous, à quoi doit servir en priorité la politique fiscale ?

Base : Ensemble des Français

% de citations

Augmenter le pouvoir d'achat des ménages

28%

- ▲ Ouvrier (50%)
- ▲ Employé (37%)
- ▲ Salarié du secteur privé (36%)

Réduire les inégalités

27%

- ▲ Chômeur (40%)
- ▲ 18-24 ans (36%)
- ▲ Non assujetti à l'IR (35%)

Soutenir la croissance économique

24%

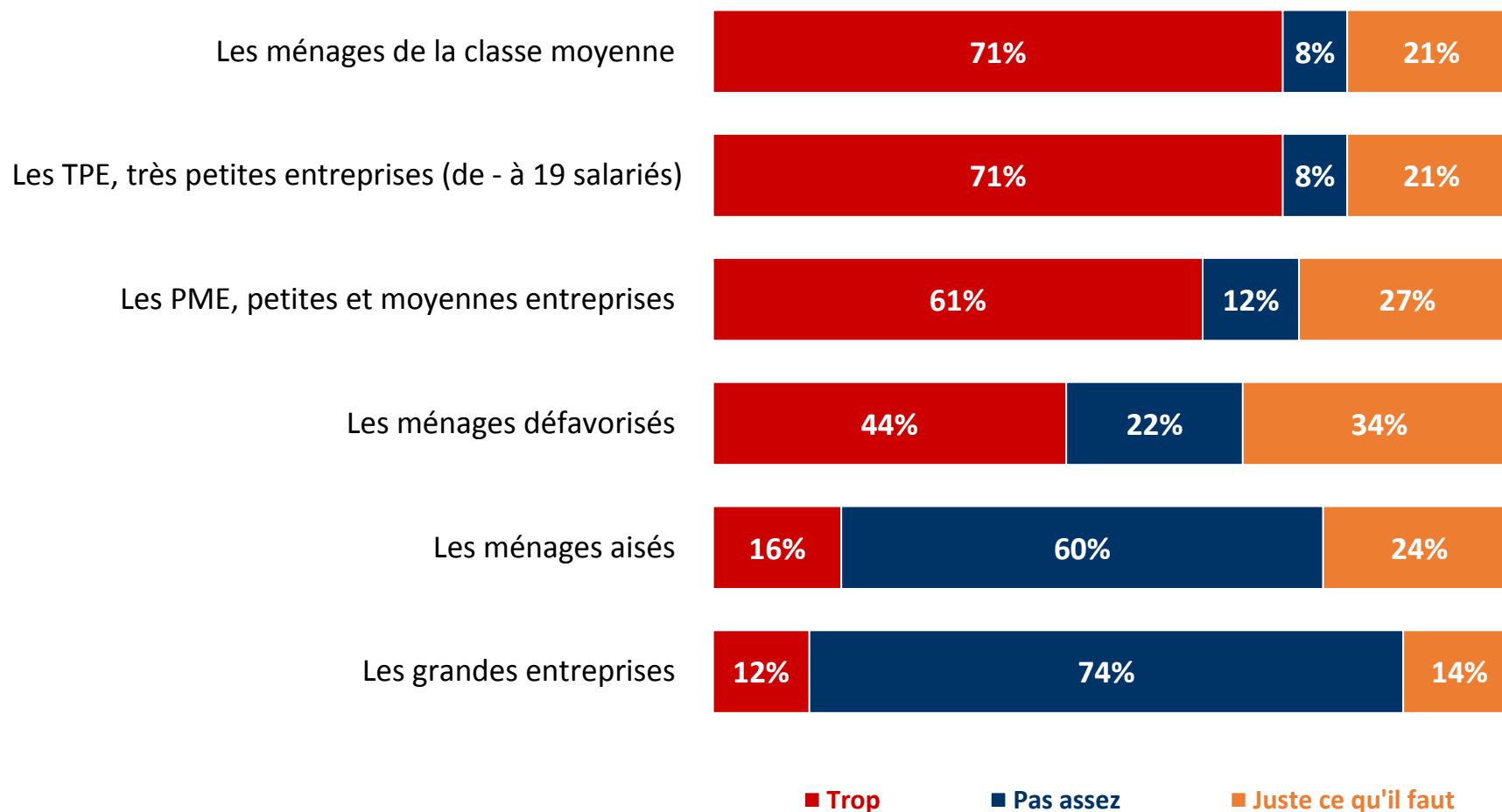
- ▲ Retraité (33%)

Favoriser des services publics de qualité

21%

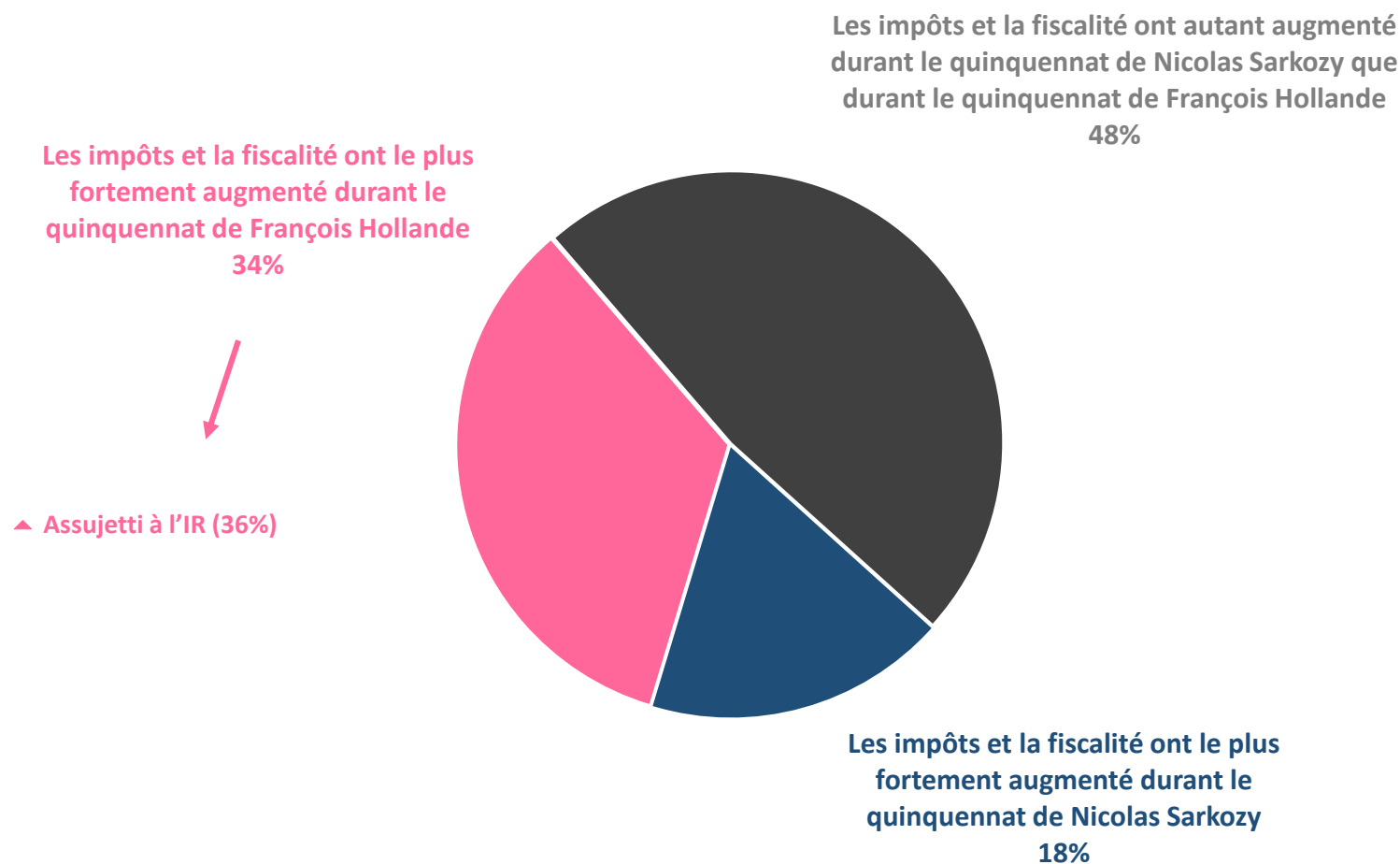
QUESTION : Et pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous qu'il paye trop, pas assez ou juste ce qu'il faut d'impôts, taxes et cotisations en France aujourd'hui ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : De laquelle de ces propositions vous sentez-vous le plus proche ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : A propos du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu qui doit entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2018, diriez-vous que... ?

Base : Ensemble des Français

■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas

C'est une bonne mesure



▲ Assujetti à l'IR (59%)

Cette réforme vous inquiète



▲ Assujetti à l'IR (51%)

Cette réforme va rendre le système fiscal plus juste



▲ Assujetti à l'IR (42%)

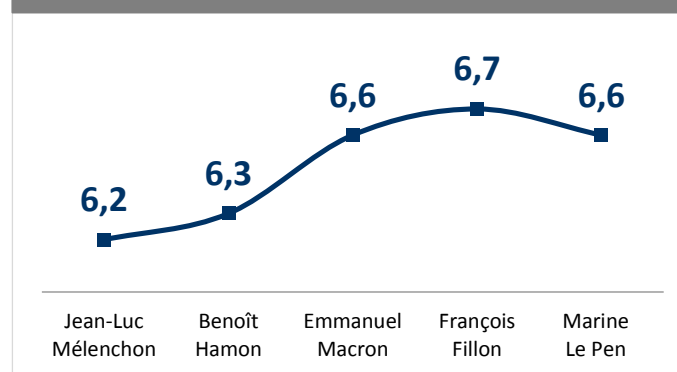
QUESTION : Dans quelle mesure considérez-vous que les enjeux liés à la fiscalité et aux impôts vont jouer un rôle important ou pas important dans votre vote à l'élection présidentielle ? Veuillez évaluer cette importance sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que ces enjeux auront une très faible importance dans votre vote, et 10 qu'ils auront une très forte importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

Base : Ensemble des Français

Poids moyen de l'enjeu de la fiscalité et des impôts (Note sur 10)



Intention de vote à l'élection présidentielle de 2017



Rappel Poids moyen des autres enjeux

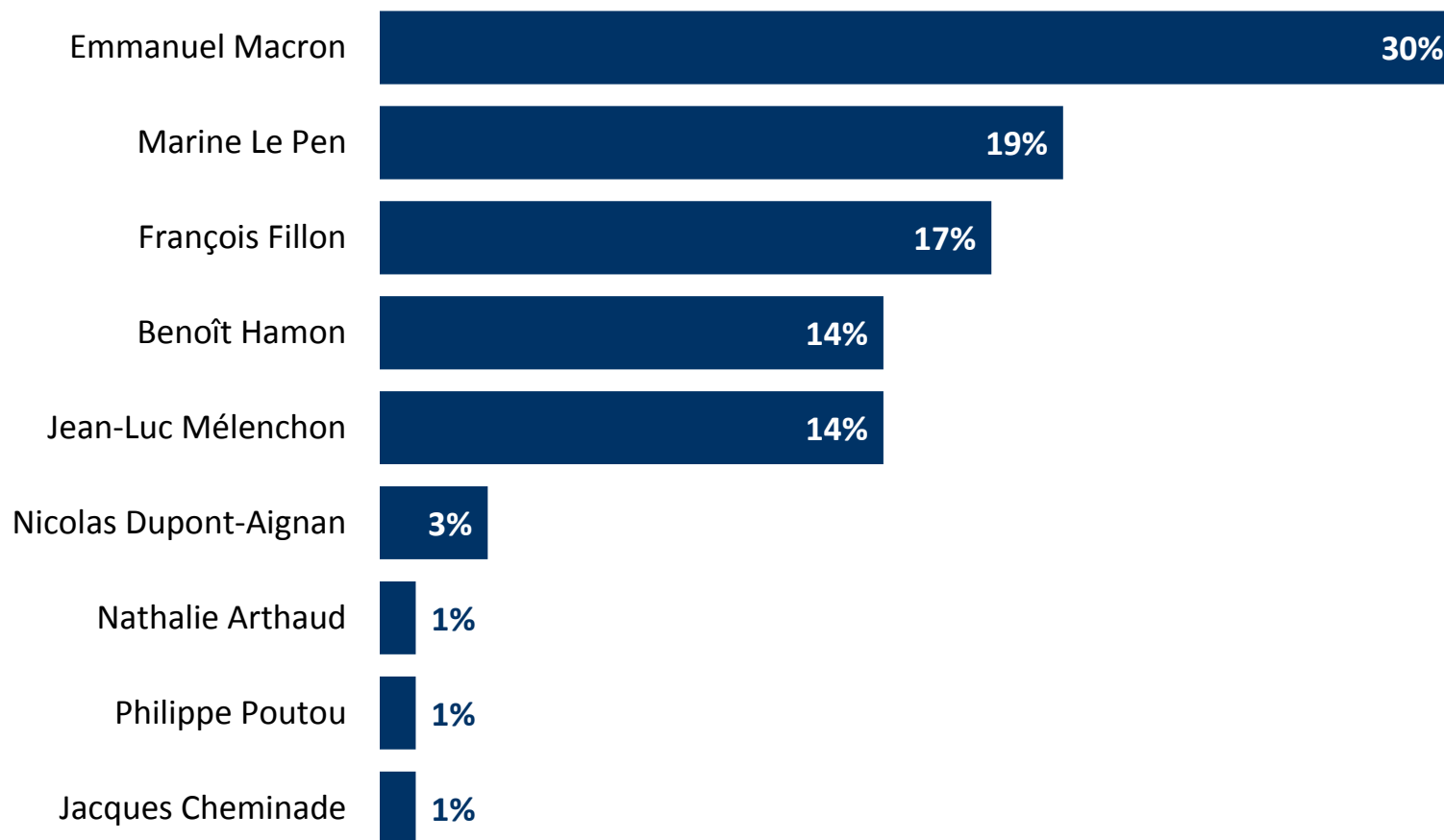


L'éducation

24-28 Fév.

QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est celui qui est le plus capable d'améliorer la situation en matière de fiscalité et d'impôts ?

Base : Ensemble des Français

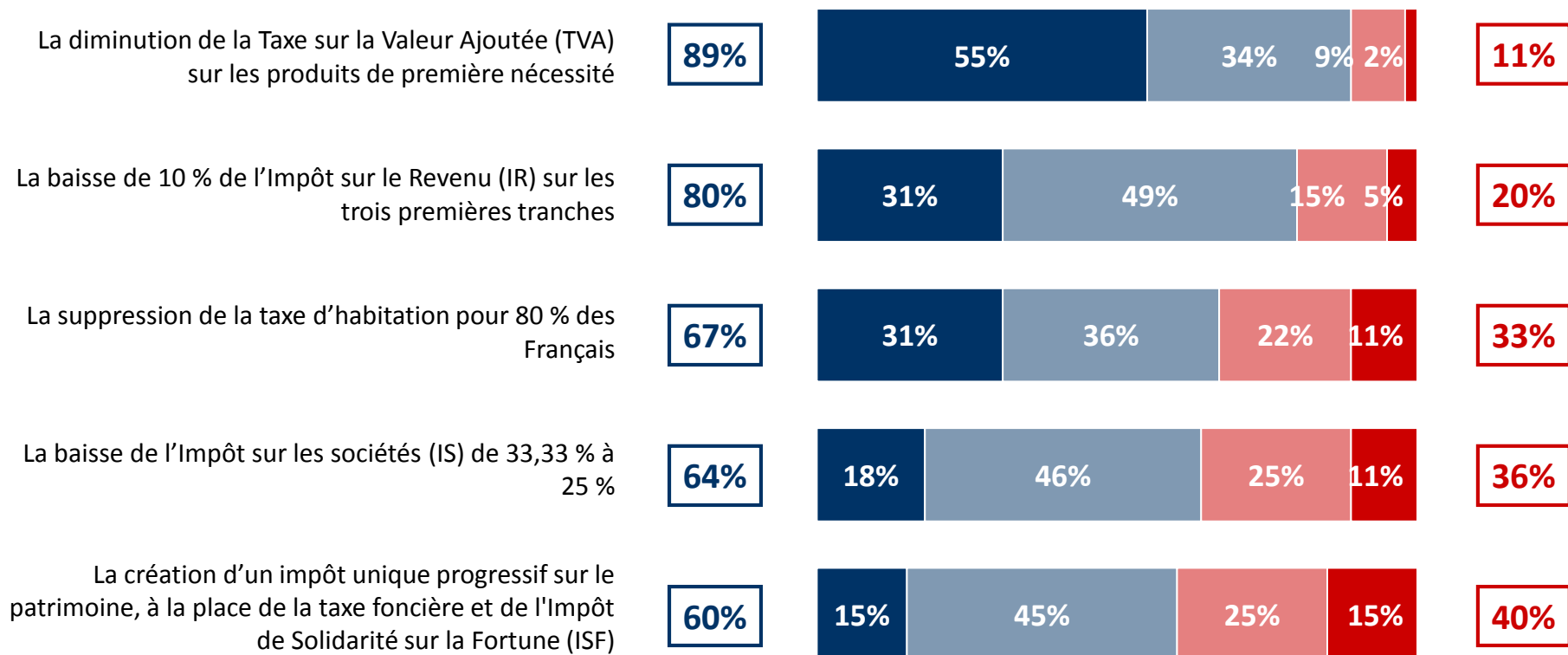


QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la fiscalité. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou pas favorable à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle... ?

Base : Ensemble des Français

Total
« Favorable »

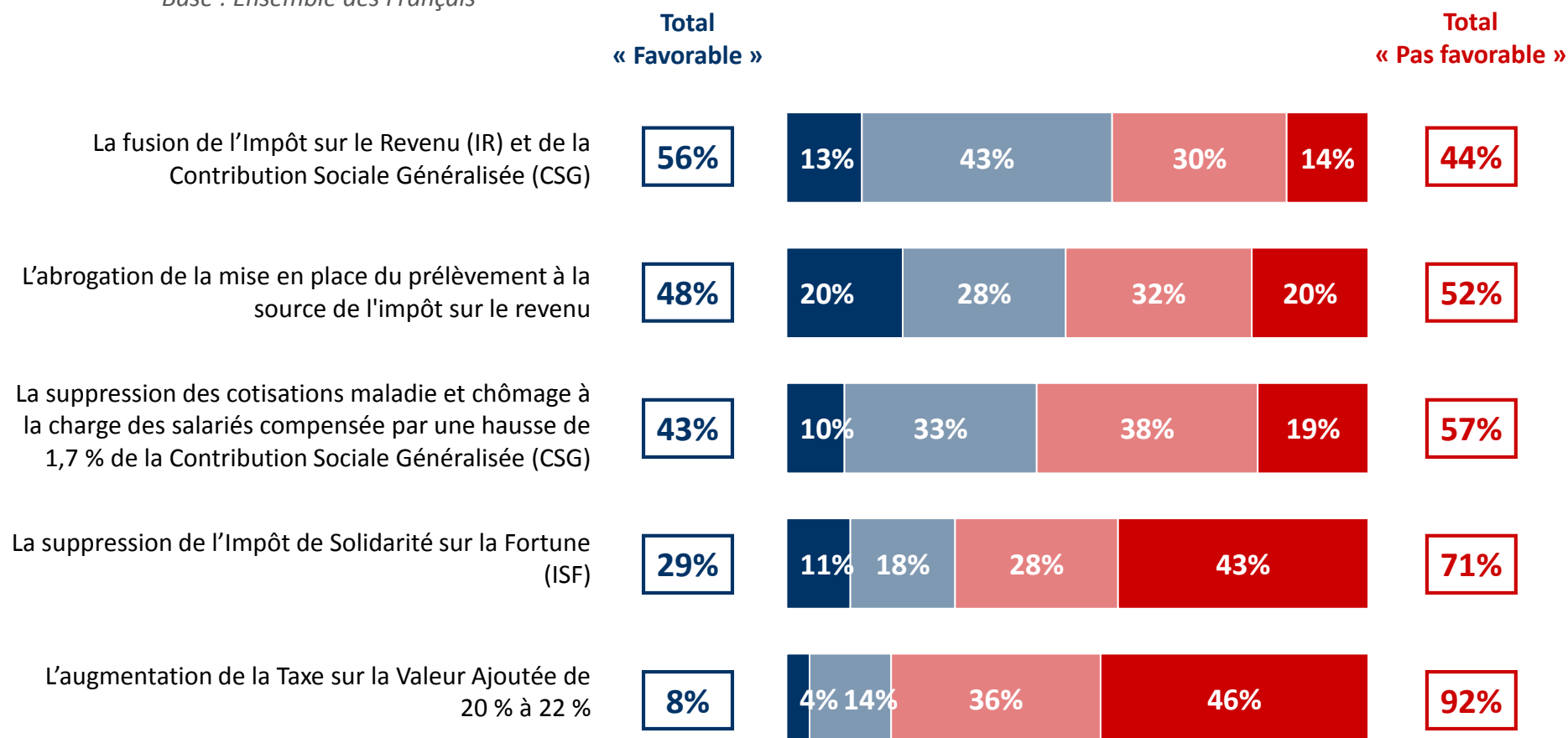
Total
« Pas favorable »



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la fiscalité. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou pas favorable à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle... ?

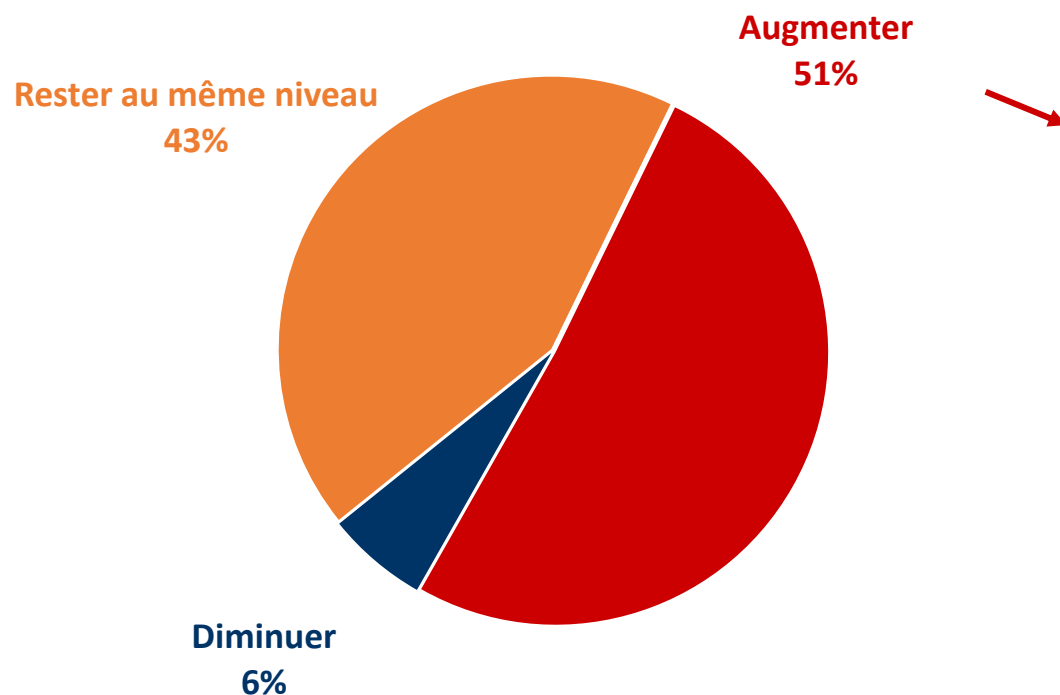
Base : Ensemble des Français



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

QUESTION : Pensez-vous qu'après l'élection présidentielle les impôts vont... ?

Base : Ensemble des Français



Assujettissement à l'impôt sur le revenu

51%



Oui

49%



Non

Intention de vote à l'élection présidentielle de 2017

58%

49%

38%

44%

53%

Jean-Luc
Mélenchon

Benoît
Hamon

Emmanuel
Macron

François
Fillon

Marine
Le Pen

3 | Les principaux enseignements

Source de mécontentements et de peurs, les Français portent un jugement sévère sur leur système fiscal. Moins d'une personne interrogée sur cinq a en effet le sentiment que ce système est juste (17 %) et que ses recettes sont bien utilisées par les pouvoirs publics (16 %). A contrario, 88 % considèrent que son fonctionnement est compliqué.

Et pour cause, les personnes interrogées perçoivent une inégale répartition de la pression fiscale sur les acteurs économiques. 71 % d'entre elles estiment que le montant des impôts acquittés par les ménages de la classe moyenne est trop élevé, tandis que ceux acquittés par les ménages aisés sont considérés comme insuffisamment élevés (60 %). L'opinion diffère également s'agissant de la contribution des entreprises soumises à l'impôt : à peine 12 % estiment que les Grandes Entreprises sont soumises à un niveau d'imposition trop élevé quand ils sont près de 71 % à le penser en ce qui concerne les Très Petites Entreprises.

La relative unanimité exprimée dans le constat de l'état du système fiscal du pays n'empêche pas les Français d'être divisés sur le rôle à donner à la politique fiscale. Ceux-ci se divisent ainsi en quatre courants d'opinion principaux : **28 % optent pour une augmentation du pouvoir d'achat des ménages, 27 % penchent pour une réduction des inégalités, tandis que 24 % privilégient le soutien à la croissance économique et 21 % préconisent enfin de favoriser des services publics de qualité.**

Particulièrement méfiants et critiques à l'égard du pouvoir politique en matière de fiscalité et d'impôts, les interviewés renvoient à une majorité relative dos-à-dos Nicolas Sarkozy et François Hollande (48 %), chacun étant jugé responsable de la hausse du niveau d'imposition ces dix dernières années. Parallèlement, 34 % l'attribuent plutôt à François Hollande, tandis que 18% en imputent plutôt la responsabilité à Nicolas Sarkozy. **Cette méfiance se matérialise alors en perplexité vis-à-vis de la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu** – une courte majorité adhèrent à cette réforme qui en inquiète tout autant – **et en résignation à l'approche de l'élection présidentielle** : une courte majorité anticipe une augmentation des impôts au lendemain du scrutin, tandis que 43% envisagent une stabilité.

C'est dans cette perspective que les enjeux liés à la fiscalité devraient jouer un rôle important dans la genèse du vote des Français à l'élection présidentielle, à un niveau au-dessus de celui observé pour l'éducation au cours de la première vague de ce dispositif d'études. Sur une échelle de 1 à 10, l'enjeu de la fiscalité et des impôts obtient une note moyenne de 6,4 (contre 6,1 pour l'école).

Plus précisément, **les personnes interrogées priorisent massivement la baisse des impôts comme solution aux problèmes diagnostiqués. La baisse de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les produits de première nécessité est plébiscitée (89% de citations), de même que la baisse de 10% de l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches (80%) et la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des Français (67%).**

Pour autant, les options impliquant une réforme structurelle de la fiscalité ne sont pas écartées. 60% des interviewés sont favorables à la création d'un impôt unique progressif sur le patrimoine (remplaçant taxe foncière et impôt de solidarité sur la fortune), tandis que 57% sont pour la fusion de l'impôt sur le revenu et de la Contribution Sociale Généralisée (CSG).

La suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) (29% de réponses favorables) et surtout le relèvement du taux de TVA de 20% à 22% (8% seulement) proposés par François Fillon sont en revanche rejetés massivement par les Français.